**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**
Le 23 novembre 2026

LE GROUPE
NOUVEAU PARIS
POPULAIRE

# GRÉGOIRE INSTALLE LE MEDEF AU CŒUR DE L'HÔTEL DE VILLE

Ce matin, dans la salle du Conseil de Paris, Emmanuel Grégoire a installé son Conseil économique parisien. Nous y étions. Autour de la table : le Medef, le secrétaire général de LVMH, Engie, les hôteliers, l'immobilier… nous citons le Maire : « je veux l'évènementialisation de Paris, je compte sur vous. On doit vendre Paris et ce qui s'y passe. »

Pendant la campagne, devant le mouvement patronal, le candidat Grégoire annonçait un conseil économique, social et environnemental. Le social et l'environnement ont disparu en route. Ce matin, le maire n'a parlé que d'attractivité, de bureaux et d'un comité des investisseurs internationaux. Ni social ni environnemental. C'est du Macron.

La Ville l'écrit elle-même : ce conseil doit permettre aux professionnels d'« informer la municipalité » et de discuter des « projets et politiques de la Ville ». Elle l'a préparé avec la Chambre de commerce, qui « défend leurs intérêts auprès des pouvoirs publics ».

**Emmanuel Grégoire a créé un monstre : le grand patronat, le luxe, l'hôtellerie et l'immobilier réunis au même endroit, porteurs d'un agenda libéral, institutionnalisés par la Ville. Même l'économie sociale et solidaire est représentée par un grand groupe, le Groupe SOS.**

**En revanche, le monde du travail et des salariés n'est pas représenté. Aucun des syndicats ne fait partie de ce conseil. Ni d'ailleurs le monde associatif.**

Nous proposions l'inverse : un Conseil économique, social et écologique parisien, composé de citoyens, d'associations et de personnalités qualifiées, obligatoirement saisi sur les sujets importants comme le budget et le PLU.

Nous demandons donc la publication immédiate de la composition de ce conseil. Aucune instance ne doit peser sur les politiques de la Ville sans avoir été créée par le Conseil de Paris, ni sans que les syndicats de salariés, les associations et les habitants y siègent.

**« Ma boussole, c'est l'intérêt général », disait Emmanuel Grégoire en mars. Elle indique désormais le Medef.**